

[DÉCRYPTAGE]

L'Arctique, une zone de tensions entre la Russie et les pays nordiques ?



Par Jérémy SADI

À PROPOS DE L'ARTICLE

« *Le monde a longtemps ressenti une attraction magnétique vers l'Arctique, mais jamais autant qu'aujourd'hui.* » Ces quelques mots du secrétaire d'État américain Mike POMPEO, prononcés à Rovaniemi en Finlande le 6 mai 2019 à la veille d'une réunion du Conseil de l'Arctique, ont fini de consacrer cette région riche en ressources naturelles comme « *un espace de pouvoir mondial et de concurrence*¹ ». Dans le contexte du changement climatique, et alors que les relations entre Russes et Occidentaux sont au plus bas depuis l'invasion de la Crimée en 2014 puis celle de l'Ukraine tout entière en février 2022, l'ouverture économique de la région attire les convoitises de puissances régionales antagonistes qui se font face dans le cadre d'une nouvelle guerre froide au cœur du cercle polaire. De plus, l'émergence du géant chinois en Arctique complexifie encore davantage la reconfiguration des rapports de force dans la région.

Cet article propose alors d'analyser plus profondément les nouvelles modalités de transformation de l'Arctique et les conflictualités qu'elles engendrent entre les grandes puissances.

| 2

À PROPOS DE L'AUTEUR



Jérémie SADI est étudiant à l'Institut d'Études Politiques de Lyon, il y suit un diplôme d'établissement d'études européennes. Il est passionné par les enjeux de défense et de sécurité, particulièrement à l'échelle européenne

in

¹ POMPEO, Mike. *Déclaration du secrétaire d'État des Etats-Unis du 6 mai 2019 sur l'Arctique* [Conférence de presse]. Rovaniemi, 6 mai 2019.

Ce texte n'engage que la responsabilité de l'auteur. Les idées ou opinions émises ne peuvent en aucun cas être considérées comme l'expression d'une position officielle de l'association Les Jeunes IHEDN.



L'Arctique, une zone de tension entre la Russie et les pays nordiques ?

A l'avant-veille de la réunion du Conseil de l'Arctique du 19 mai 2021, le ministre des Affaires étrangères russe Sergueï LAVROV a réaffirmé la position géostratégique du Kremlin en qualifiant l'Arctique de « zone d'influence économique russe »². Cette annonce résume l'effort de réappropriation de l'espace arctique par la Russie de Vladimir POUTINE depuis maintenant une vingtaine d'années. En effet, la position et les caractéristiques géographiques uniques de cette région – comprenant le pôle Nord de la Terre et les abords du cercle polaire – en font une zone unique à même d'attirer les convoitises des puissances régionales voisines. De fait, le réchauffement climatique accentué de cet espace rend possible une intégration accrue de l'Arctique à la Mondialisation en permettant une exploitation renforcée des ressources naturelles et en facilitant les transports maritimes tout au long de l'année *via* la célèbre Route du Nord. Ainsi, alors que la région s'impose progressivement comme un nouveau centre d'intérêt économique mondial, les puissances arctiques³ oscillent entre coopération multilatérale et expansionnisme agressif. L'annexion de la Crimée par la Russie en 2014 a évidemment accéléré la dégradation des liens entre la Russie et les Occidentaux, et a participé à détériorer le contexte sécuritaire Arctique en inscrivant la région dans le continuum stratégique qui oppose l'Europe aux Russes. Face au réarmement des pays scandinaves et au renforcement du rôle de l'Europe en Arctique, la Russie est donc plus que jamais encline à réaffirmer sa souveraineté et son statut de puissance dans une région toujours plus ouverte et conflictuelle.

Cependant, cette nouvelle guerre froide entre Occidentaux et Russes en Arctique semble masquer une réalité plus discrète mais tout aussi tangible : l'affirmation de la puissance

² LAVROV, Sergueï. *Déclaration du ministre des Affaires Étrangères russe du 17 mai 2021 sur l'Arctique* [Conférence de presse]. Moscou, 17 mai 2021.

³ ESCUDÉ-JOFFRES Camille. « Les régions de l'Arctique entre Etats et Sociétés ». [en ligne]. *Géoconfluences*, septembre 2019 [consulté le 13/03/2022]. Disponible sur : <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/dossiers-regionaux/>.

chinoise dans la région. En effet, la nouvelle doctrine géostratégique du pays portée par des investissements colossaux en Arctique et des projets d'expansion militaire semblent révéler l'influence croissante que l'Empire du milieu cherche à obtenir au détriment des puissances régionales. L'Arctique est-il donc destiné à devenir le nouveau théâtre des conflits stratégiques et géoéconomiques de demain entre les États-Unis, l'Europe, la Russie et la Chine ?

L'Arctique, une zone en pleine transformation qui attire les convoitises de puissances régionales antagonistes

L'Arctique, par sa position géographique polaire, est plus sensible aux variations climatiques. D'après les experts du GIEC, la région s'est réchauffée de 2 degrés au cours du XX^e siècle ce qui a conduit à un recul continu de la banquise estivale ces trente dernières années. Aujourd'hui, alors que sa superficie a d'ores et déjà diminué de moitié, le rapport du GIEC de 2018 estime que la banquise estivale disparaîtra totalement à l'horizon 2040. Cette perspective, couplée à un développement technologique rapide et à une accélération de la Mondialisation, semble conduire progressivement à une intensification du trafic maritime *via* la route du Nord et à une exploitation accrue des ressources naturelles. En effet, la région renferme plus de 10% des réserves de pétrole et 30% des réserves de gaz qui resteraient à découvrir dans le monde selon une étude de 2008 de l'*US Geological Survey* : on observe donc une multiplication de chantiers titanesques en Arctique. Un des meilleurs exemples de cette valorisation économique croissante de l'Arctique est certainement le mégaprojet gazier du géant russe Gazprom au cœur de la péninsule de Yamal, qui devrait produire à terme plus de 16,5 millions de tonnes de gaz naturel liquéfié par an, ce qui représente 15% du marché mondial. De fait, la région représente 20% du PIB et des exportations de la Russie⁴, ce qui en fait une zone stratégique majeure pour le pays. Ainsi, face à l'ouverture progressive de l'Arctique, le

⁴ *Ibid.*

pays tente de réaffirmer sa souveraineté sur cette zone à tout prix. Ce positionnement explique la présentation par le Ministère du développement économique russe en septembre 2017, et dans le cadre du « Programme de développement pour l'Arctique à l'horizon 2025 », d'un projet de loi visant à créer 8 zones pivots en Arctique. Cette politique volontariste russe de mise en valeur à grande échelle de la région vient cependant se heurter aux intérêts d'autres puissances régionales qui souhaitent également investir ce nouvel espace économique d'intérêt.

Les États-Unis, depuis la découverte en 1968 du plus grand gisement pétrolier du pays à Prudhoe Bay, ont également investi des sommes colossales pour valoriser économiquement la région. Ils sont notamment engagés avec le reste des puissances régionales dans la valorisation économique de la Route du Nord, qui permettrait de relier plus rapidement l'Asie du Nord-Est, l'Europe du Nord et l'Amérique septentrionale : on parle d'un gain de temps d'environ 40% pour relier l'Asie du Nord-Est et l'Europe du Nord par rapport à la route passant par le Canal de Suez. Cependant, ce nouveau potentiel économique devient également un sujet de conflictualité pour les puissances arctiques.

Un espace paradoxal de conflictualité et de coopération

La Russie et le Canada considèrent les détroits que traversent les routes du Nord-Ouest et du Nord-Est comme faisant intégralement partie de leurs eaux intérieures – ce qui doit leur permettre d'en contrôler l'accès et de faire payer des taxes. *A contrario*, les États-Unis et l'Union européenne revendiquent une liberté de circulation totale et tiennent ces détroits pour des détroits internationaux - donc ouverts au transit international. Dans la même logique, les États arctiques s'opposent au sujet du statut des frontières maritimes de la région. En effet, selon la Convention de Montego Bay⁵ de 1982, le sol et le sous-sol de la haute mer sont considérés comme un patrimoine commun de l'humanité et aucun

⁵ *Convention des Nations unies sur le droit de la mer* [Traité international]. Montego Bay, 10 décembre 1982. Disponible sur : https://www.un.org/depts/los/convention_agreements/texts/unclos/unclos_f.pdf.

État ne peut donc prétendre à des droits particuliers dans ces espaces. Cependant, des plateaux continentaux étendus à 350 milles marins pour le Canada, le Danemark, les États-Unis et la Russie conduiraient à l'attribution de droits souverains sur la totalité des fonds de l'océan Arctique par la Commission des limites du plateau continental, organisation des Nations unies chargée d'examiner les preuves géologiques de l'extension du plateau. Le dépôt d'une demande d'extension de son plateau continental par le Canada devant cette commission en mai 2019⁶ est donc le symbole de la complexité des enjeux et des rapports de force qui caractérisent l'Arctique.

Néanmoins, face aux multiples défis politico-juridiques auxquels elles sont confrontées dans la région, les puissances régionales maintiennent un dialogue multilatéral exigeant et une coopération approfondie dans certains domaines. Étant exposées de la même manière aux changements induits par le réchauffement climatique comme la fonte du pergélisol ou la submersion des côtes, on observe ainsi au sein du Conseil de l'Arctique une coopération scientifique et politique poussée visant à coordonner les efforts des puissances régionales pour préserver l'équilibre fragile des écosystèmes polaires. Ainsi, la Russie et les pays nordiques coopèrent de manière approfondie et mènent des missions scientifiques conjointes dans la région tout en cherchant à réaffirmer de manière unilatérale, et parfois agressive, leur souveraineté sur l'Arctique.

L'exportation des rivalités entre Russes et Occidentaux dans la région ou la dégradation du contexte sécuritaire depuis 2014

Depuis l'invasion de la Crimée par la Russie en 2014 et la détérioration conséquente des relations diplomatiques entre Russes et Occidentaux, la région septentrionale s'est imposée comme un nouvel espace de conflits au cœur du continuum stratégique qui

⁶ Gouvernement du Canada. *Repousser nos limites extérieures : La demande de 2019 du Canada aux Nations Unies concernant le plateau continental dans l'océan Arctique* [En ligne]. Disponible sur : <https://www.rncan.gc.ca/la-science-simplifiee/articles/repousser-nos-limites-exterieures-la-demande-de-2019-du-canada-aux-nations-unies-conc/22166>.

sépare la Russie de l'OTAN. Avec la mer Baltique et la mer Noire, la zone Arctique est devenue un des 3 points de contact maritimes majeurs entre l'Occident et la Russie. L'arrivée de Vladimir POUTINE au pouvoir en l'an 2000 avait en réalité déjà amorcé un tournant géostratégique, consistant à réaffirmer la place de la Fédération de Russie comme une puissance mondiale de premier plan. De fait, la réouverture au début des années 2010 de bases aériennes présentes en Arctique était déjà un signe avant-coureur de cette politique de réaffirmation progressive de la souveraineté russe. Après la crise géorgienne de 2008, la remilitarisation de l'Arctique par le Kremlin a constitué la deuxième étape de la reconstitution d'une « sphère d'influence⁷ » russe dans la lignée de l'histoire tsariste et soviétique du pays. Au-delà de sa volonté de consolider la souveraineté russe sur une région toujours plus ouverte, le président Vladimir POUTINE cherche à montrer au reste du monde la capacité du pays à défendre l'ensemble de ses frontières. Néanmoins, même après 2014, les ressources opérationnelles et humaines investies en Arctique restent limitées. En effet, la modernisation de certains équipements russes reste un processus lent et complexe compte tenu des dépendances du pays à la technologie de puissances étrangères. De plus, la crise démographique que traverse la Russie et les difficultés financières du pays sont autant de facteurs qui viennent limiter la politique du Grand Nord de Vladimir POUTINE s'appuyant en grande partie sur une armée de conscription. Toutefois, la nouvelle génération de brise-glaces nucléaires russes vient tout de même redonner de l'éclat et du crédit aux déclarations du Kremlin. Indéniablement, l'Armée russe, deuxième force militaire au monde, reste capable de s'appropriier le milieu hostile qu'est l'Arctique. Ainsi, la flotte du Nord, même si elle manque de vaisseaux pour mener des opérations rapides et spontanées, représente une menace crédible pour les autres puissances régionales, *a fortiori* encore plus depuis les événements de 2014.

Dans ce contexte de défiance entre les Russes et les Occidentaux, il est possible de constater une remilitarisation rapide des pays nordiques. En effet, le Livre blanc de 2015 publié par le gouvernement norvégien consacre le retour à une stratégie de défense

⁷ LAURENT, Lucille. *Les Enjeux Militaires Russes En Arctique Depuis Les Années 1960* [En ligne]. Nemrod ECDS, 2018 [26/02/2022]. Disponible sur : <https://nemrod-ecds.com/?p=394>.

territoriale, alors que les forces armées norvégiennes étaient formées pour opérer essentiellement sur des théâtres extérieurs depuis deux décennies. Oslo a également choisi d'augmenter de plus de 30% son budget de défense depuis 2013 quand les Finlandais eux vont jusqu'à l'augmenter de plus de 54%⁸. L'achat massif de matériel militaire par ces puissances européennes est une autre manifestation de ce regain de tensions. A titre d'illustration, l'achat de 52 F-35 par la Norvège et l'acquisition de matériel de surveillance maritime de haute-technologie par le Danemark constituent des tournants géostratégiques majeurs au même titre que l'annonce surprise du retour de la conscription en Suède en 2017.

L'UE, l'OTAN, le NORDEF... L'Arctique à l'heure du multilatéralisme face à la menace russe

Dans ce contexte de tensions géopolitiques, l'Union européenne (UE) peine à s'imposer comme un partenaire fiable et efficace en Arctique. En effet, le communiqué de presse de la Commission européenne d'octobre 2021 présentant la nouvelle stratégie arctique de l'Union insiste sur les principes de « dialogue pacifique », de « coopération régionale » et de « stabilité », à cent lieues des stratégies de remilitarisation des pays nordiques européens⁹. L'absence d'une véritable défense européenne et d'une stratégie structurée plus poussée de la part des 27 laisse donc pleinement la place à une OTAN qui reste donc l'organisation internationale occidentale de référence en matière de sécurité collective pour les pays nordiques en Arctique. C'est pourquoi la Norvège, membre de l'alliance, ne cesse d'appeler les États-Unis à un engagement plus important dans la région en leur demandant notamment d'impulser une révision de la posture maritime de l'OTAN dans le Grand Nord¹⁰. La Suède et la Finlande, quant à elles, continuent de renforcer leurs

⁸ KUNZ, Barbara. « L'Europe Du Nord Face Au Défi Stratégique Russe » *Notes de l'IFRI* [En ligne], Octobre 2018 [25/02/2022]. Disponible sur : <https://www.ifri.org/>.

⁹ BORRELL, Josep. *Un engagement renforcé de l'UE en faveur d'une région arctique plus verte, pacifique et prospère* [Communiqué de presse]. Bruxelles, 13 octobre 2021.

¹⁰ KUNZ, Barbara. *op. cit.*

partenariats avec l'alliance dans les domaines du dialogue politique, des exercices, de l'entraînement et de l'échange d'informations. Cette bascule stratégique qui vient remettre en cause la neutralité de ces États arctiques n'est d'ailleurs pas du goût de Moscou comme l'a rappelé l'ambassadeur russe à Stockholm Viktor TATARINTSEV : « En cas d'adhésion suédoise à l'OTAN, [...] la Russie sera forcée de prendre des contre-mesures au niveau militaire et de réorienter ses forces et ses missiles »¹¹. Face à l'hostilité russe, les pays nordiques européens cherchent donc à se rassurer et multiplient les initiatives permettant de faire émerger une culture stratégique commune afin de se coordonner plus efficacement contre le géant russe. La Coopération de défense nordique – NORDEFECO (Nordic Defence Cooperation) – créée à la fin des années 2000 par l'Islande, la Norvège, la Finlande, la Suède et le Danemark vise justement à renforcer les capacités de défense des pays en question en identifiant les domaines de coopération possibles. La participation à des missions extérieures en commun et le partage d'informations sont en réalité des piliers essentiels de cette coopération visant à une harmonisation des cultures de défense entre États arctiques. Cependant, cette instance, à la fois bilatérale et multilatérale, ne doit pas masquer la réalité sécuritaire en Arctique : les États-Unis restent le principal partenaire et soutien des pays nordiques européens. Cette prééminence a pu s'observer lors des nombreux exercices baptisés « Cold Response » qui ont lieu en Norvège depuis 2006 : Washington reste toujours la puissance pivot au cœur de ces opérations. En réalité, la montée en puissance de ces dernières - Cold Response 2022 promet de mobiliser 35 000 militaires issus de 28 pays ce qui ne s'était plus vu depuis la fin de la guerre froide - souligne contre toute attente la constance de l'investissement militaire américain en Europe et dans la zone Arctique. Les États-Unis refusent donc de céder du terrain à leur adversaire dans la zone arctique. Cette situation conduit Moscou à entrer dans un rapport de force avec la première puissance mondiale. La dernière illustration de cet état de fait est l'opération Umka-21, conduite en mars 2021, qui a vu 3 sous-marins nucléaires russes remonter simultanément à la surface en brisant une épaisse couche de glace.

¹¹ *Ibid.*

La Chine, puissance arctique en devenir ? La nouvelle doctrine chinoise du « Near-Arctic State »

La Chine a profité ces dernières années du climat de défiance entre la Russie et les Occidentaux pour renforcer son partenariat avec son voisin eurasiatique. De plus, l'incapacité de l'Union européenne à construire un dialogue apaisé avec Moscou et à être reconnue comme un membre du Conseil de l'Arctique à part entière a ouvert la voie à une affirmation géostratégique du géant asiatique dans la région. Cette nouvelle proximité entre la Russie et la Chine depuis le début des années 2010 s'est traduite très vite par des actes concrets comme le soutien appuyé des Russes qui a permis à la Chine de devenir membre observateur du Conseil de l'Arctique en 2013. En effet, l'investissement chinois en Arctique s'est pendant très longtemps concentré sur la recherche polaire, véritable instrument de *soft power*. Sa participation à des forums spécialisés, à des instances de coopération scientifique internationale et l'acquisition progressive d'une flotte de brise-glaces a constitué pendant des années le cœur de la stratégie arctique du géant asiatique. Néanmoins, le nouveau potentiel économique de la région a peu à peu attisé les appétits économiques de la Chine dont les investissements se sont multipliés ces dernières années au Groenland, en Islande, en Scandinavie, en Russie ou encore au Canada. Le pays aurait investi, entre 2012 et 2017, plus de 90 milliards de dollars notamment dans des infrastructures d'exploitation de ressources naturelles ce qui a poussé le secrétaire d'État américain Mike POMPEO à critiquer en 2019 « le comportement agressif » des Chinois dans la région. Le mégaprojet gazier russe Yamal, financé à hauteur de 20% par la *China National Petroleum Corporation* et à 9,9% par le *Silk Road Fund*¹² - le fonds d'investissement du gouvernement chinois - exemplifie ce nouvel expansionnisme économique de Pékin.

Ainsi, l'Empire du Milieu est devenu le premier investisseur extérieur en zone arctique et le premier client de pays arctiques comme la Russie et le Canada. De plus, le projet global

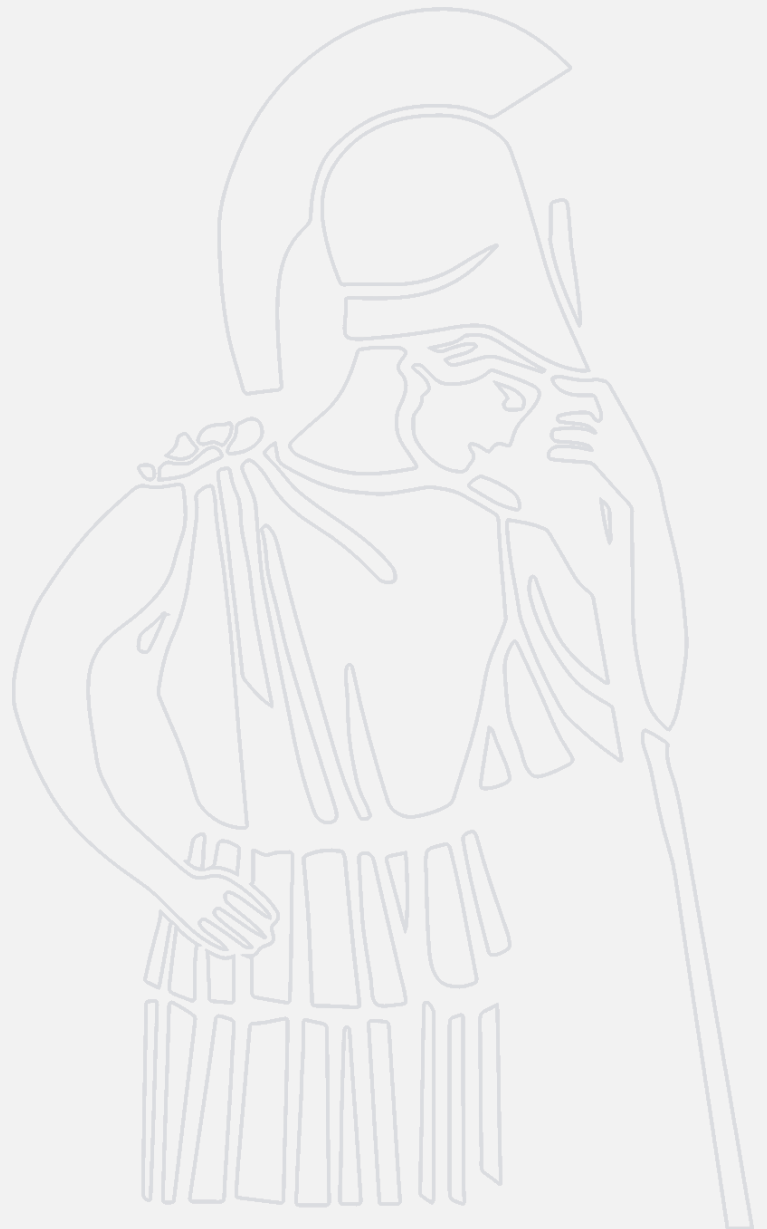
¹² ESCUDÉ-JOFFRES, Camille. *op. cit.*

« *Belt and Road Initiative* », initié par le président XI Jinping et destiné à construire routes, ports et voies ferrées dans 65 pays, pour un investissement de plus de 1 000 milliards de dollars, comprend désormais un volet arctique, *via* la Route de la soie polaire et la Route maritime du Nord. La Chine, consciente du rôle crucial que pourrait jouer demain la Route du Nord-Est pour son schéma d'exportations, réalise donc sur cette route des investissements colossaux : raccordement intercontinental en ultra-haute tension des réseaux électriques *via* 2050, implantation d'un champ éolien géant dans les eaux internationales, participation au développement de centrales nucléaires flottantes, câbles sous-marins de télécommunication, *data centers* en Islande, *etc.*

Évidemment, cette appropriation économique et stratégique de l'Arctique par la Chine conduit graduellement l'État-Major chinois à réviser sa stratégie polaire. Ainsi, en 2018, le livre blanc *China's Arctic Policy* a marqué un tournant géostratégique dans l'histoire du pays en définissant les 3 priorités majeures de la Chine dans la région - protection de l'environnement et réponse au changement climatique, exploration et compréhension de l'Arctique, développement durable de ses ressources dans le respect du droit international - mais surtout en présentant la Chine comme un « *Near-Arctic State* ».

Bien que Pékin se situe à des milliers de kilomètres du cercle polaire, le Parti Communiste Chinois n'hésite donc plus à considérer la Chine comme une puissance arctique à part entière. Ce bouleversement géopolitique s'accompagne d'une volonté à peine dissimulée d'investir militairement la région. Même si l'armée chinoise est pour l'instant limitée au regard des capacités de brise-glace actuelle de ses sous-marins et de ses faibles capacités de soutien logistique sur cette zone, la mise sur orbite d'un satellite d'observation polaire BNU-1 en 2019 et son projet de construction de brise-glaces nucléaires comme prémisses à la construction d'un porte-avion nucléaire révèlent la volonté chinoise de cartographier les fonds arctiques au niveau bathymétrique, et plus largement d'acquérir l'expérience et les moyens nécessaires pour répondre à ses ambitions militaires dans la zone.

Finalement, la complexité des enjeux politiques, économiques, stratégiques et environnementaux de l'Arctique reflète la complexité croissante des relations internationales. Même s'il est certainement trop tôt pour le dire, l'invasion russe de l'Ukraine en février 2022 va probablement renforcer le partenariat Chine-Russie sur la scène internationale, et particulièrement dans la zone arctique. Ainsi, une sorte de nouvelle guerre froide semble se dessiner au cœur de la région polaire entre une alliance atlantique qui prédomine toujours sur une défense européenne qui se cherche et une Russie qui se rapproche dangereusement d'une Chine dont les ambitions commencent à empiéter sur les siennes.





**LES JEUNES
IHEDN**

publication@jeunes-ihedn.org